

Book Reviews

Chroniques bibliographiques

Blacks in Montreal 1628-1986: An Urban Demography.

Par Dorothy W. Williams. Cowansville, (Québec), Yvon Blais, 1989.

Jacinthe Fraser

Blacks in Montreal 1628-1986: An Urban Demography traces the three hundred and sixty year history of the Black community in Montreal through bibliographical material as well as numerous interviews of community activists. The author shows a Canada burdened by deeply-rooted racism. Commencing with the institution of slavery in early years, she demonstrates that the community continues to be a much exploited labour force. Jacinthe Fraser suggests that Williams' study does not adequately accentuate the primacy of French in a Québec that is changing and claiming its own rightful place; a better effort to address the French issue would have strengthened her analysis. Despite this weakness, Williams' pioneering work opens the way for more studies of Black communities in Canada, a subject that can no longer be ignored.

Blacks in Montreal 1628-1986: An Urban Demography est une démographie historique de la communauté noire à Montréal, en ce qu'elle retrace trois cent soixante ans de mouvance et d'établissement de cette communauté. L'ouvrage de Dorothy Williams rassemble du matériel bibliographique et des entrevues de personnes actives dans la communauté. L'auteure nous démontre que le Canada n'est pas exempt de tout racisme. En effet, elle nous indique que les Noir-es ont été acheté-es ou vendu-es à une certaine époque, et qu'on les retrouve encore aujourd'hui occupant des emplois comme domestiques ou préposé-es aux services.

Jacinthe Fraser dénote, cependant, que l'étude de Madame Williams ne fait pas suffisamment ressortir la primauté du français dans un Québec changeant et revendicateur en la matière. Une meilleure intégration de la question du français aurait renforcé l'analyse du sujet traité. En dépit de cette remarque, Dorothy Williams a fait un travail intense de défrichage. Elle ouvre la voie à d'autres études semblables. Dorénavant, on n'osera plus ignorer la communauté noire

montréalaise...

Publié par la maison d'éditions Yvon Blais, le volume *Blacks in Montreal 1628-1986: an Urban Demography*, marque l'aboutissement d'une recherche subventionnée par la Commission des droits de la personne de la province de Québec. En effet, la Commission a pour mandat exprès de diriger et d'encourager les recherches et les publications sur les libertés et droits fondamentaux dans la province. Le livre distingue des trois premières publications de la Commission en ce qu'il est rédigé en anglais. La direction a jugé que l'originalité du projet ainsi que le professionnalisme et l'enthousiasme de l'auteure valait une publication. Elle est cependant réticente pour ce qui est d'une traduction française. Ceci, selon Madame Muriel Garon de la direction de la recherche dans la préface de langue française. Question de sous, nous dit-elle...

Blacks in Montreal..., en plus d'être une démographie, s'avère aussi être une historiographie ou dans les mots de l'auteure, une démographie historique de la communauté noire à Montréal en ce qu'elle retrace trois cent soixante ans de mouance et d'établissement de cette communauté.

En général, une vision officielle des choses voudrait nous faire voir un Canada dénué de visées racistes ou abusives. Souvent dans les manuels d'histoire, l'on fera voir un Canada différent des États-Unis que n'ont jamais effleuré des pratiques telles que l'esclavage, la ségrégation ou la discrimination fondée sur la race. C'est l'un des mérites du livre de Madame Williams de montrer que si les plantations n'existaient pas au Canada, il n'en demeurerait pas moins qu'au début de la colonie, des Noir-es ont été acheté-es ou vendu-es, que le statut de domestiques a longtemps été et est encore jusqu'à un certain point le lot des immigrantes antillaises, que les Noir-es se retrouvent trop souvent comme préposé-es aux services. Au premier temps de la colonie, les préjugés étaient féroces et les Canadien-nes partageaient avec le monde occidental en général, une idéologie eurocentriste¹, mercantiliste et raciste. Ce n'est que dans les années de l'après deuxième guerre mondiale (chapitre VI et VII), que les Noir-es goûteront à un peu de justice grâce à des mesures gouvernementales ou syndicales (d'inspiration démocratique libérale ou socialiste; mon interprétation). Si l'auteure s'emporte légèrement ici et là, elle laisse peu de place à la rhétorique. On observe plutôt une recherche méthodique, attentive, patiente et ardue.

Je dis ardue parce que les sources écrites lui ont fait défaut. Dans l'ensemble, celles-ci proviennent surtout d'Anglo-Canadiens et visent le Canada dans son entier, ce qui amène l'auteure à adapter le matériel à Montréal. Pour compenser la rareté du matériel bibliographique ou pour l'enrichir, elle a réalisé plusieurs entrevues de personnes actives dans la communauté qui pouvaient transmettre

1. L'expression est très employée par la communauté noire, ici et ailleurs.

«une riche mémoire collective». Elle se voit alors aux prises avec plusieurs subjectivités, celles d'auteur-es souvent historien-nes qui cachent mal leurs préjugés – ou celles que risque de véhiculer la tradition orale. De plus, même les recensements sont fautifs ou se contredisent de telle sorte qu'il lui faut constamment jongler avec les chiffres. L'auteure essaie de rétablir une juste mesure mais doit parfois, par souci d'équité, laisser lectrices et lecteurs sur des notes discordantes. Par exemple, on ne saura jamais à combien se chiffre exactement la population noire contemporaine sur l'île de Montréal².

Le texte est truffé de renvois infrapaginaux de telle sorte que dans certains chapitres, il y a autant d'annotations que de texte proprement dit. Si ces annotations sont utiles, voire essentielles quant au contenu informatif, elles n'en rendent pas moins laborieuse la lecture du livre.

Le livre contient huit chapitres auxquels il faut ajouter deux préfaces, une introduction, une conclusion, de nombreuses annexes et cartes géographiques ainsi que des listes d'interviewé-es et de références. Du point de vue de la méthode, du style et des commentaires, il peut se diviser en trois parties: les sept premiers chapitres, le chapitre VIII et la conclusion.

L'auteure annonce dans l'introduction une division entre les sept premiers chapitres et le dernier: les premiers se rattachent à une vue d'ensemble historique de la présence noire à Montréal de 1628 à 1970, et le dernier, de 1970 à nos jours. «Au lieu d'une chronologie, cette dernière section explique en détail la structure actuelle de la communauté afin de comprendre la dynamique entre race, classe et socio-économie lesquelles déterminent le peuplement actuel». La conclusion, quant à elle, vient nuancer bon nombre d'affirmations précédentes et, à certains égards, brouille certaines pistes.

La mobilité horizontale et verticale de la communauté noire montréalaise est sans doute ce qui constitue l'axe principal du livre. Tous les mouvements de population sont passés à la loupe: immigration, émigration, intra-migration. S'ajoute aussi la mobilité sociale ascendante ou descendante, surtout choix de quartier et, dans la mesure du possible, métier ou profession. Ces mobilités sont d'autant plus difficiles à cerner qu'en plus de la rareté de l'information officielle, la population noire de l'île est dite «invisible». En conclusion, l'auteure nous explique le pourquoi de cette «invisibilité».

En réalisant son étude, Madame Williams voulait s'attaquer à plusieurs mythes, l'un deux, on l'a déjà dit, voulant innocenter le Canada de tout racisme. Un autre veut que les Noir-es soient les plus récent-es immigrant-es de l'île. Selon l'auteure, cette fausse perception est attribuable à «l'invisibilité culturelle qui découle de plusieurs facteurs: rapports de recensement inexacts, problème

2. Selon l'auteure, les estimations varient entre 60,000 et 150,000. Le Dr. P. Wolfe, chercheur en visite à McGill, l'estimait, en 1983-84, entre 80,000 et 85,000: 40,000 Haïtien-nes, de 30,000 à 35,000 antillais-es anglophones dont le tiers serait parti et quelque 10,000 Canadien-nes de souche. Ailleurs, elle mentionne aussi quelque 5,000 Africain-es.

d'identification de soi, manque d'emphase 'culturelle' au sein de l'historiographie canadienne et enfin un manque de visibilité lié au petit nombre dans un Québec francophone».

Cette «invisibilité», nous apprend-elle encore, a été exacerbée par une migration perpétuelle au sein de la communauté de telle sorte que Montréal était et est toujours perçu comme un arrêt provisoire en vue d'une destination ultérieure.

Enfin, l'auteure conclut qu'il n'existe pas de ghetto noir à Montréal; des logements à prix raisonnables pouvant être obtenus en dehors du premier noyau d'établissement. Elle note aussi une diversité imposante au sein de la population noire qui est multiculturelle et multilingue, composée de Noir-es en provenance de l'Afrique, de l'Europe, du Canada (ce dernier étant divisé entre les Noir-es des provinces maritimes et les autres), des Antilles et de l'Amérique latine. Bien que les anglophones aient tendance à s'établir dans l'Ouest, les francophones dans l'Est³, la langue à elle seule ne commande pas le lieu de domicile. Celui-ci serait aussi déterminé par la présence d'une grande diversité socio-économique dans toutes les classes. Même chez les défavorisé-es et la classe ouvrière, on observe des grappes de peuplements («clusters»), beaucoup de mouvement en général, lequel reflète des aspirations de mobilité vers les banlieues et autour de l'île, aspirations communes à tous-tes les habitant-es de l'île. On retrouve donc des grappes résidentielles au lieu d'une ghettoïsation systématique.

Mais revenons encore à ce que je considère comme les trois parties du livre. En plus de la méthode, d'autres éléments viennent accentuer la différence entre les premiers chapitres et le dernier.

Jusque dans les années soixante, exception faite de la période précédant la conquête, la presque totalité de la population noire de Montréal «s'intègre» à la minorité anglophone. La grande majorité parle d'ailleurs déjà l'anglais:

1. des centaines, puis quelques milliers de Canadien-nes de vieille souche avec des déplacements constants vers les Maritimes (et durant la dépression en provenance de) et Toronto;
2. des Américain-es attiré-es par les emplois de porteur-es, créés par les nouveaux réseaux de chemin de fer et, plus tard, par les usines de l'industrie de la première grande guerre. Si les Américain-es ont formé à divers moments de l'histoire montréalaise jusqu'à cinquante pour cent (50 %) d'une communauté marquée du sceau de l'instabilité (les porteur-es étant en quelque sorte des gitan-es, de passage ou résident-es partielles), leur nombre n'a pas cessé de décliner depuis la dépression (souvent reparti-es pour les États-Unis) pour ne former aujourd'hui qu'une minime fraction de la communauté noire.

3. Dans les premiers chapitres, l'auteure indique clairement que pour le premier noyau d'établissement, le mouvement vers l'Ouest était un signe de mobilité ascendante.

3. des Antillais et surtout des Antillaises, appelées par l'immigration à travailler comme domestiques puis, dans les années soixante-dix, les plus éduqué-es parmi les immigrant-es, conséquence et reflet d'une véritable politique de drainage des cerveaux de la part de l'immigration canadienne. Si certain-es ont été en mesure d'exercer leur profession, les diplômés d'accès de beaucoup d'autres n'ont pas été reconnus⁴.

L'auteure retrace les contours mouvants du premier noyau d'établissement autour des gares ferroviaires en plein coeur de Montréal. D'abord connu sous le nom de St-Antoine, ce centre devient la Petite Bourgogne, ensuite démantelé pour d'abord faire place à des H.L.M. et finalement un quartier chic pour Blancs et Blanches s'appellant Quartier Georges Vanier. L'endroit est maintenant trop cher ou trop associé à des souvenirs pénibles pour attirer la communauté noire.

Vient ensuite le saut dans les années soixante et, (chapitre VIII) les années soixante-dix jusqu'à nos jours. Nous sommes, jusque-là, entré-es dans une réalité marquée du sceau de l'anglophonie. Ce qui change ici, c'est d'une part, – parallèlement à une montée générale des effectifs immigrants noirs – l'immigration haïtienne qui vient bouleverser la socio-démographie noire de telle sorte que les Haïtien-nes seraient peut-être maintenant aussi nombreux-euses à Montréal que tous les autres groupes noirs confondus. D'autre part, le Québec change aussi et revendique plus que jamais la primauté du français. L'auteure ne nous présente cependant pas cette dernière réalité.

Ayant jusque là peint la communauté noire anglophone, elle a quelque peine à effectuer la transition. Son étude vise surtout à tracer l'emplacement géographique de la communauté et elle se tire très bien d'affaires pour ce qui est des emplacements haïtiens. Nous restons cependant sur notre faim pour ce qui est de leurs conditions de vie. Au chapitre VII, dans quelques paragraphes décrivant brièvement les premier-ères arrivant-es haïtien-nes, elle indique que ce petit groupe de professionnel-les et d'enseignant-es – à l'encontre d'une deuxième vague non ou mi-qualifiée et parlant créole à quatre vingt-dix pour cent (90 %) – s'est intégré aux francophones dont ils ont épousé le nationalisme. Toutes et tous? Elle ajoute aussi que «de tels sentiments nationalistes» ne se trouvaient pas «même parmi l'élément radical des Noir-es de langue anglaise instruit-es». Mais que veut dire Madame Williams par sentiment nationaliste? L'expression «nationalisme» est tellement galvaudée que, souvent, on ne peut même pas espérer un début de discussion. Dans le cas franco-québécois, si l'on s'entend pour y voir

4. Michel Venne, «Québec facilitera la reconnaissance professionnelle des immigrants» *Le Devoir* (21 juin 1991). Il est fait état d'un engagement du gouvernement «à faciliter la reconnaissance professionnelle des immigrants» (intégration économique). L'auteure note au chapitre VIII que sur les 5,000 Africain-es présent-es à Montréal, 40 % sont trilingues et que 80 % ont étudié à l'université. En dépit de ce haut niveau d'éducation, en 1983, 90 % gagnaient annuellement 9 000\$ ou moins.

l'expression d'une spécificité – les langue et culture françaises en terre d'Amérique – a-t-on besoin d'être « radical » pour épouser cette spécificité? Ne retrouvons-nous pas ici le traditionnel phénomène des deux solitudes canadiennes, impliquant les communautés de langues française et anglaise? Et qui amène la question suivante: se pourrait-il que la loyauté culturelle haïtienne passe autant – sinon plus – par les langue et culture françaises que par l'identité culturelle commune noire?

À l'heure où une majorité francophone dans la province de Québec, se sentant en danger d'extinction en Amérique, légifère pour conférer au français le statut de seule langue officielle et où Alliance Québec lamente l'exode d'une partie de sa communauté, elle choisit d'ignorer le conflit linguistique qui secoue la société canadienne et, certainement plus que partout ailleurs, la société montréalaise.

En évaluant la question de la mobilité à partir d'éclairages des prismes susmentionnés, soit la race, la classe et la socio-économie, il me semble que l'auteure aurait pu tirer un meilleur parti de la question de la langue. On sait par exemple qu'au niveau du revenu, en 1980 par opposition à 1970, les bilingues au Québec supplantent les anglophones unilingues mais on sait aussi qu'un-e francophone unilingue se rangeait toujours sixième au lieu de septième parmi huit groupes bilingues et unilingues répertoriés⁵. Citant le Dr Pieter Wolfe, chercheur de passage à McGill, elle nous apprend que selon lui entre 1975 et 1985, emporté par la vague de l'exode anglophone de l'époque, à peu près un tiers des Noir-es anglophones aurait quitté Montréal pour leur pays d'origine ou pour Toronto. Dans un même souffle, elle nous indique que la communauté noire elle-même n'est pas consciente de ce fait et que s'il y a eu émigration, ce fut surtout au début des années soixante-dix. Elle pense aussi qu'à Montréal, les Noir-es ont toujours eu le vent dans les voiles.

Elle a peut-être raison. Vivant à Toronto, je sais qu'une communauté haïtienne en provenance de Montréal est en train de s'y implanter – fréquentant pour la plupart l'école française – et qu'il n'est pas rare qu'elle ait des cousin-es à New-York. Je note cependant que l'auteure se tient délibérément en dehors de tout paramètre qu'elle considère d'ordre politique. Il me semble, pour ne donner qu'un exemple, que les questions reliées à la langue sont aussi d'ordre juridique et social et qu'elles peuvent dans le contexte montréalais, expliquer les mobilités horizontale et verticale. Ou alors serait-ce que la langue est d'une telle évidence à Montréal qu'elle sent le besoin de chercher ailleurs?

Une publication américaine récente, *The Reconquest of Montreal-Language*

5. L'allophone unilingue dans sa langue d'origine se rangeait toujours dernier. Conseil économique du Canada, *L'évolution des disparités linguistiques de revenus de travail au Canada de 1970 à 1980*, (Document no 245) par Jac-André Boulet et Laval Lavallée, Ottawa, Le Conseil, octobre 1983.

*Policy and Social Change in a Bilingual City*⁶, fait état, à l'encontre des conclusions générales de Madame Williams, de ghettos de population noire dans l'île de Montréal. «Le tissu urbain de Montréal n'est-il pas en train de prendre la forme des grandes villes américaines» demande M. Marc Levine «qui donne l'exemple de la communauté haïtienne dont le profil socio-économique ressemble étrangement à ce qu'on retrouve dans les ghettos américains avec ses soixante-dix pour cent (70 %) de chômage ou d'assistance sociale et des revenus annuels inférieurs à 10 000 \$ pour quatre vingts pour cent (80 %) des quelques fortuné-es ayant trouvé du travail»⁷.

Je n'ai malheureusement lu qu'une recension du livre de M. Levine et je ne suis pas en mesure de savoir si son travail est sérieusement documenté ou seulement impressionniste. Plusieurs autres sources témoignent cependant de difficultés poignantes et grandissantes à l'intérieur de la communauté haïtienne surtout chez la jeunesse. Un article paru dans *Le Devoir*⁸ indiquait récemment une surreprésentation de jeunes de minorités ethniques surtout «visibles» dans les Centres d'accueil montréalais, sorte de refuges pour délinquant-es.

Chez la communauté noire antillaise anglophone, un reportage télévisé («Enjeux», 31 octobre 1990) indiquait un taux de chômage de cinquante et un pour cent (51 %) chez les jeunes et un taux de criminalité supérieure à la moyenne de la ville dans le quartier Côte-des-Neiges.

Selon des sources citées par Madame Williams, le tiers des Noir-es anglophones pourrait vivre dans le quartier Côte-des-Neiges qui sert de port d'accueil aux nouvelles vagues d'immigrant-es de différentes origines ethniques depuis la dernière grande guerre. D'une part, la population blanche ainsi que la classe moyenne noire bouderaient le quartier ce qui explique une détérioration des services; d'autre part, des propriétaires absents négligent les bâtiments. Il s'ensuit que la plupart des Noir-es du quartier vivent dans les loyers mal tenus et encombrés. En général, peu de loyauté envers le quartier qui sert seulement de porte d'entrée («stepping stone»). Certaines rues, nous dit Madame Williams, particulièrement celles où vivent des non-Blanc-hes pourraient être classées comme taudis et elle ajoute qu'il n'est pas surprenant que l'endroit soit qualifié de «ghetto». Elle parle aussi de «ghetto immigrant» pour les Haïtien-nes dans Ville Saint-Laurent. Elle choisira pourtant, en conclusion, de parler de grappes résidentielles et affirmera qu'à Montréal, il n'y a pas de ghetto noir. Faut-il lui donner raison? Elle a le mérite en tous les cas de bien connaître la communauté noire, d'exprimer un point de vue de l'intérieur et de s'être patiemment et

6. Marc V. Levine, *The Reconquest of Montreal: language policy and social change in a bilingual city*, Philadelphia, Temple University Press, 1990.

7. Maurice Girard, «Montréal ferait face à une anglicisation de l'intérieur» *Le Devoir* (17 septembre 1990).

8. Isabelle Paré, «La couleur de la misère des jeunes amochés: les minorités visibles affluent dans les antichambres de la prison» *Le Devoir* (26 février 1991).

minutieusement documentée. Ou serait-ce que la situation est en train de se détériorer durant ces dernières années face à une économie en difficulté? N'oublions pas que le volume a paru en 1989...

Le livre réussit certainement à tirer de l'invisibilité les Noir-es du Québec dont la presque totalité habite à Montréal. Un exemple de cette invisibilité: un tableau que présentait la Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme, il y a vingt ans, où parmi quatorze groupes ethniques recensés au Québec, les Noir-es n'apparaissent pas⁹. En faisant le tour des groupes ethniques, on ignorait la présence noire. Certes la communauté noire s'est surtout développée numériquement depuis les années soixante-dix, mais était-ce une raison pour l'ignorer quand par ailleurs on mentionnait des groupes tels les Russes, les Asiatiques, les Ukrainiens ou les Hongrois?

Dans la même étude, les Québécoises et Québécois d'origine francophone se rangeaient douzième au niveau du revenu. La Commission B B montra qu'au Canada en général, quand il s'agissait de mesurer la mobilité, les facteurs ethniques s'estompaient en faveur de variables telles le revenu, l'occupation ou l'éducation, exception faite cependant du Québec où les francophones et les groupes se rapprochant d'eux culturellement tiraient de l'arrière¹⁰. Certain-es auteur-es ont même parlé de classe ethnique comme on l'avait fait pour les Noir-es aux États-Unis. On se souviendra, pour remonter encore plus loin dans l'histoire, de l'appellation «porteurs d'eau». Madame Williams ne semble pas remarquer que parmi la population blanche au Québec (ou au Canada), un groupe linguistique dominait l'autre, au moins économiquement. Elle se réfère toujours, exception faite de sa conclusion, à la société blanche canadienne dans son ensemble.

Question de confronter langue et race, il serait peut-être utile de comparer les Noir-es de Montréal aux francophones de Toronto. Incidemment, les deux groupes ont été décrits comme «invisibles», ont des problèmes d'énumération, sont très mobiles, et révèlent une population à peu près égale en nombre. Les deux groupes sont aussi dispersés, souffrent d'aliénation culturelle (et linguistique pour les Franco-Torontois et la moitié des Noir-es de Montréal) et ont atteint une victoire relative sur la prolétarianisation. Là s'arrête cependant la comparaison, cette dernière «victoire» semble être très partielle et très fragile du côté des Noir-es. Les francophones de Toronto ne constituent aussi qu'une petite minorité de la population franco-ontarienne. Alors que pendant les trente dernières années, la ville de Montréal se détériore, celle de Toronto prospère. Les Franco-Torontois-es ont l'avantage de faire partie d'une plus vaste réalité et pouvoir canadien-français. Ils et elles ne se relèvent pas de l'humiliation-cauchemar qu'a constitué la mise en

9. Canada, *Report of Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism*, Vol. 3, Ottawa, Information Canada, 1970 à la p. 23, cité dans Sheilagh Hodgins-Milner et Henry Milner, *The Decolonization of Quebec*, Toronto, McClelland & Stewart, 1973, à la p. 55.

10. *Ibid.*

esclavage ainsi que certains préjugés tenaces quant à la race. Madame Williams consacre d'ailleurs beaucoup de ses pages aux pratiques discriminatoires dans le logement. Pour en savoir plus long, il faut la lire...

Pour confronter race et langue, Montréal des années quatre-vingt-dix est un endroit privilégié; sa population noire étant divisée à peu près également entre les Noirs de langue anglaise et ceux et celles de langue française (si l'on considère le créole comme du français ou alors comme un très proche voisin). Le travail de Madame Williams laisse plutôt croire que les communautés haïtiennes s'intègrent peu aux communautés noires indigènes qui sont de langue anglaise...

En une phrase, Dorothy Williams a fait un travail intense de défrichage. Elle ouvre la voie à d'autres explorations du même genre. Désormais, on n'osera plus ignorer la communauté noire montréalaise...

